

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 2 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Travaux de Pompage et Assainissement

BP 9
Poste 145 PAM
13016 Marseille

D/SPR/CF/N°350/2024

Références : D-1769-MRS-2023

Code AIOT (à rappeler pour toute correspondance) : 0006404570

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2023 dans l'établissement Travaux de Pompage et Assainissement implanté BP 9 Poste 145 PAM 13016 Marseille. L'inspection a été annoncée le 09/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle pour l'année 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Travaux de Pompage et Assainissement
- BP 9 Poste 145 PAM 13016 Marseille
- Code AIOT : 0006404570
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TPA exploite des installations de transit, regroupement, tri et traitement de déchets dangereux et non dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Vérification par sondage de prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2020-97-A du 24 juin 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 5 | Rejets aqueux | Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 4.5.2 | Lettre de suite préfectorale | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|
| 3 | Dispositif de rétention des pollutions accidentelles | Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 8.5.3 | Sans objet |
| 6 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 8.8.2 | Sans objet |
| 7 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 8.8.4 | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|
| 1 | Bilans périodiques | Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 2.9.1 | Sans objet |
| 2 | Déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7 | Sans objet |
| 4 | Rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 31/01/2008, article 3.3.1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle. Elle a mis en évidence quelques écarts à l'arrêté préfectoral d'autorisation, pour lesquels des actions rapides (tracer les exercices sur la vanne d'isolement et les groupes électrogènes, réaliser la vérification périodique du système de détection incendie) peuvent être mises en œuvre par l'exploitant pour y remédier.

Concernant les rejets aqueux du site, des dépassements ont été constatés aléatoirement sur différents paramètres notamment chlorures, hydrocarbures, indice phénol. Les dépassements sont

particulièrement élevés pour le paramètre « chlorures » tant en concentration qu'en flux (du fait de la présence d'eau de mer dans les déchets dangereux liquides reçus). Dans ce contexte, et du fait que la convention contractée entre l'exploitant et la SERAMM permet une VLE en chlorures plus importante que celle prévue dans son arrêté préfectoral, les services de l'inspection proposent à M. le préfet d'adresser une lettre préfectorale de suite demandant à l'exploitant de vérifier auprès de la SERAMM :

- la valeur maximale en chlorures pouvant être acceptée par la station d'épuration de Marseille,
- la fréquence autorisée des dépassements (quotidien ou ponctuel).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bilans périodiques

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 2.9.1 |
| Thème(s) : Autre, Bilan environnemental annuel |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées. • de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. <p>L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la préparation de la visite, il a été constaté que le bilan annuel pour 2022 n'avait pas été transmis. L'exploitant l'a remis lors de la visite d'inspection. Il a été rappelé à l'exploitant de respecter l'échéance.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Date de la déclaration |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La déclaration a été faite et n'appelle pas de remarques.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 8.5.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux susceptibles d'être polluées |
| Prescription contrôlée : En cas de sinistre ou d'évènement susceptible de conduire à une pollution du milieu naturel, l'exploitant dispose d'une capacité de confinement de 180 m ³ , qui est maintenue disponible en permanence. En cas d'incendie, les eaux d'extinction d'incendie sont entièrement confinées dans une cuve de 180 m ³ , grâce à la présence d'une vanne permettant d'isoler le réseau d'évacuation des eaux pluviales et d'une pompe de relevage dirigeant les eaux collectées vers la cuve. En dehors des heures d'ouverture, la fermeture de la vanne ainsi que la mise en service de la pompe de relevage sont asservis à la détection incendie. Le mécanisme de fermeture de la vanne ainsi que l'alimentation de la pompe de relevage sont secourus afin de permettre leur fonctionnement y compris en cas de défaillance de l'alimentation électrique du site. Le dispositif de fermeture de la vanne permettant d'isoler le réseau d'évacuation des eaux pluviales est clairement identifié et maintenu facilement accessible en toute circonstance. Le matériel éventuellement nécessaire à la fermeture de cette vanne est maintenu en bon état et à proximité immédiate. L'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont menés sur ces équipements, et sont consignés dans un registre. Les eaux collectées sont analysées et éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. Ce dispositif de confinement est mis en place dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté. |
| Constats : Lors de la visite d'inspection, la capacité de confinement de 180 m ³ a été constatée fonctionnelle. L'exploitant a indiqué procéder périodiquement à des exercices de manœuvrabilité des vannes et de mise en fonctionnement des groupes électrogènes. Cependant, ces actions ne sont pas tracées. |
| Observations : L'exploitant transmet sous 1 semaine à compter de la réception du présent rapport, le registre traçant l'exercice de manœuvrabilité de la vanne d'isolement et du fonctionnement des groupes électrogènes. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 4 : Rejets atmosphériques

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2008, article 3.3.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance |
| Prescription contrôlée : L'autosurveillance des rejets atmosphériques est réalisée selon les modalités suivantes : Rejet n°1 / Rejet n°2 : Paramètre (Débit et COVT) ; Fréquence semestrielle Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence. |

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.</p> <p>Au moins une fois par an (ou selon les périodicités prévues par le présent arrêté), l'exploitant fait effectuer les mesures par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p> <p>La transmission des résultats de l'autosurveillance est effectuée selon les modalités prévues à l'article 2.6.3 du présent arrêté, à une fréquence annuelle.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La visite d'inspection a permis de constater la réhausse de la cheminée du rejet n°1, conformément aux dispositions de l'arrêté d'autorisation de juin 2021.</p> <p>Concernant les résultats d'analyses, il n'y a pas eu de dépassements en 2022 et 2023.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Rejets aqueux

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 4.5.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'autosurveillance des rejets aqueux est réalisée selon les modalités suivantes :</p> <p>Rejet n°2 :</p> <p>Débit, pH : en continu,</p> <p>MEST / DCO / DBO5 / Hydrocarbures totaux : fréquence hebdomadaire ;</p> <p>Fer, Aluminium, Anthracène, Benzo(a)pyrène, Benzo(b)fluoranthène, Benzo(k)fluoranthène, Benzo(g,h,i)perylène, Indeno(1,2,3-cd)pyrène, Chlorures, Chrome hexavalent et composés (en Cr6+), Cuivre, Dichlorométhane, Etain, Indices phénols, Manganèse, Mercure, Nickel, Nonyphénol, Pesticides cyclodiènes (Aldrine, Dieldrine, Endrine, Isodrine), Plomb, Zinc : Fréquence trimestrielle ;</p> <p>Somme des 7 PCBi, Fluor, Cyanures libres, Azote, Phosphore : Fréquence semestrielle ;</p> <p>Arsenic, Cadmium, Chrome : Fréquence mensuelle</p> <p>Rejets n°3 et 4 : fréquence annuelle</p> <p>DCO, DBO5, MEST, pH et hydrocarbures totaux</p> <p>Les mesures journalières sont réalisées à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit.</p> <p>La transmission des résultats de l'autosurveillance du rejet n°2 est effectuée selon les modalités prévues à l'article 2.6.3 du présent arrêté, à une fréquence mensuelle.</p> <p>Les mesures comparatives mentionnées à l'article 2.6.2 sont réalisées selon une fréquence annuelle.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté les résultats d'analyse. Des dépassements ont pu être constatés. Ils ne concernent pas toujours le même paramètre.</p> |

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Concernant les dépassements en chlorures, les concentrations (2970 mg/l en octobre 2023 ; 634 mg/l en juillet 2023 ; 3080 mg/l en avril 2023) sont parfois très supérieures à la VLE (500 mg/l) fixée dans l'AP du 24/06/2021, sur laquelle s'est engagé l'exploitant dans son DDAE. L'exploitant indique que les dépassements sont dus à la présence d'eau de mer dans les déchets dangereux liquides reçus. Ces déchets proviennent de la machinerie des bateaux où l'eau de mer est utilisée pour le refroidissement des moteurs. L'exploitant indique qu'il est difficile de mettre en place un traitement sur les chlorures. Par ailleurs, la SERAMM, gestionnaire de la station d'épuration dans laquelle l'exploitant rejette ses eaux industrielles, peut accepter à titre dérogatoire des concentrations plus élevées en chlorures, sulfate et sulfure (article 6 de la convention de déversement), dans l'éventualité où les installations de la SERAMM sont en capacité de traiter cette surcharge en polluants.</p> <p>Concernant l'aluminium, la détérioration de l'anode de la station de traitement serait à l'origine de ce dépassement (6,3 mg/l en juillet 2023 pour une VLE [Fer + Aluminium] de 5 mg/l). L'exploitant a arrêté la station, procédé à son nettoyage et à son remplacement. Il a également demandé une expertise au fabricant afin de vérifier les causes de cette détérioration.</p> <p>Pour le dépassement en juin 2023 sur le paramètre "hydrocarbures" (17 mg/l pour une VLE de 10 mg/l), l'exploitant n'a pas pu identifier l'origine. En réponse, il a fait nettoyer la station. Il va également changer le bac présent en amont du point de rejet afin d'améliorer la détection des hydrocarbures et éviter leur rejet au réseau communal.</p> <p>L'exploitant recherche également les causes du dépassement de l'indice phénol en avril 2023 (0,79 mg/l pour une VLE de 0,2 mg/l). Il emploie un chimiste qu'il a chargé d'optimiser les réceptions, approfondir les analyses aux différentes étapes du traitement sur les paramètres posant problème.</p> <p>Enfin, les résultats d'analyse de septembre et octobre 2023 n'avaient pas été saisis sur GIDAF. Ce point a été corrigé par l'exploitant le jour même de l'inspection.</p> |
| <p>Observations : Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent rapport et de la lettre préfectorale de suite, l'exploitant transmet la réponse de la SERAMM (gestionnaire de la station de traitement dans laquelle TPA rejette ses eaux industrielles) concernant d'une part la fréquence autorisée des dépassements en chlorures et la VLE maximale acceptée par la station d'épuration. L'exploitant transmet également sous un mois les résultats de son autosurveillance permettant de justifier le retour à la conformité des VLE en Aluminium, en hydrocarbures, et en indice phénol. Un contrôle inopiné du respect des VLE « eaux » par un prestataire agréé sera mandaté par la DREAL en 2024.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 8.8.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention</p> |
| <p>Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution</p> |

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier par un organisme extérieur, selon la fréquence définie ci-dessous, les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants :</p> <p>Extincteurs, Installations de détection incendie, Installations de désenfumage, Poteaux incendie : Fréquence annuelle</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La visite d'inspection a permis de s'assurer de la réalisation des vérifications annuelles des moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, poteau incendie, BAES, désenfumage).</p> <p>Les rapports 2022 et 2023 montraient que l'extincteur n°11 n'aurait pas été remplacé entre les 2 contrôles. Cependant, il n'a pas été identifié sur site.</p> <p>Par ailleurs, il a été constaté qu'un extincteur de l'atelier n'était pas accessible du fait de la présence de flexibles et d'objets.</p> |
| <p>Observations :</p> <p>L'exploitant justifie, à compter de la notification du présent rapport :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sous 2 jours, l'accessibilité de l'extincteur de l'atelier, - sous 15 jours, le remplacement effectif de l'extincteur n°11. |
| <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> |

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 8.8.4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Plans de masse</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • d'une alarme permettant de prévenir l'ensemble du personnel présent sur le site ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, et la localisation des moyens de secours et des organes de coupure ; • 4 bouches incendie munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours réparties sur le site et permettant de délivrer chacune 60 m³/h sous 1 bar pendant 2 heures ; • des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, qui doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; • d'un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme. <p>L'ensemble de ces équipements et matériels est strictement réservé à la lutte contre l'incendie.</p> <p>Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, un plan de situation du site et quatre plans de masse faisant apparaître les moyens de lutte contre l'incendie, sont</p> |

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| transmis à la direction de la prévention du Bataillon des Marins-Pompiers de Marseille. |
| <p>Constats :</p> <p>La visite d'inspection a permis de constater que les plans ont été transmis au BMPM (LRAR de juillet 2021 ; validation du BMPM en août 2021).</p> <p>Concernant le système de détection, l'exploitant a indiqué avoir connu des déclenchements intempestifs dus aux rayonnements solaires chauffant les auvents sur lesquels sont fixés les détecteurs. En réponse, l'exploitant a apposé une peinture sombre sur les auvents pour réduire les échauffements.</p> <p>A ce jour, l'exploitant n'a pas encore procédé à une vérification périodique.</p> |
| <p>Observations :</p> <p>Dès que le fonctionnement est stabilisé, l'exploitant procède à la vérification périodique et le trace dans un registre.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |